Xavier Driencourt, ancien ambassadeur de France en Algérie : «Avec les pays du Maghreb, la France a renoncé à poursuivre dans la voie de la fermeté (…) sans contrepartie connue»

21/12/2022 à 14h49



Xavier Driencourt est diplomate. Ancien directeur général de l'administration du quai d'Orsay, chef de l'inspection générale des Affaires étrangères, il a été ambassadeur de France à Alger à deux reprises, entre 2008 et 2012, puis entre 2017 et 2020. Il a publié un livre retraçant ces postes: L'énigme algérienne, Chroniques d'une ambassade à Alger *(éditions de l'Observatoire, mars 2022).*

(…)

Dans le contexte de l'affaire de l'Ocean Viking et de polémiques à répétition sur des crimes et délits commis par des immigrés algériens sous le coup d'une OQTF , cela est-il d'autant plus surprenant ?

Oui, ce revirement, sans contrepartie connue de la part des

trois États concernés, est surprenant. S'il y avait reprise des laissez-passer consulaires , le gouvernement français le clamerait haut et fort. Or, ni à Rabat ni à Alger, il y a eu annonce à ce sujet, c'est très surprenant dans le contexte que vous décrivez. La presse algérienne ne dit pas un mot sur les OQTF (NDLR, Obligation de quitter le territoire français), elle parle seulement de la «fin de la crise des visas».

Gérald Darmanin n'a pas annoncé de contreparties, mais l'Algérie est un producteur de gaz important, considéré par l'Union européenne comme une alternative à une partie de la production russe. Cela a-t-il un lien avec cette normalisation de relations entre la France et l'Algérie ?

Personnellement, je ne vois pas de lien évident entre les visas et le gaz. Le Maroc, la Tunisie ne fournissent pas de gaz. J'y vois plutôt la volonté du président de «normaliser», tourner la page dans nos relations avec ces pays, d'être celui qui réconciliera France et Algérie fut-ce au prix de concessions importantes. (…)

www.lefigaro.fr